

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER
LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Cabinet de Sabine LECLERCQ

Dossier n° N° RG 21/00301 -
N° Portalis DBYB-W-B7F-NBOV
Minute n° : 21/00068

**ORDONNANCE STATUANT SUR UNE TROISIÈME DEMANDE
DE PROLONGATION D'UNE MESURE DE RETENTION
ADMINISTRATIVE**

Article L.552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

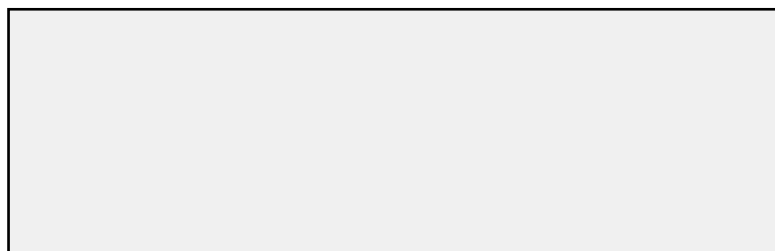
Le 18 Mars 2021 à 9h52

Nous, Sabine LECLERCQ, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assistée de Julie SCHMITT, greffier ;

Vu les articles L.552-1 à L.552-6, et R.552-1 à R.552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu le jugement du tribunal correctionnel de Montpellier, en date du 28 août 2020, condamnant **X se disant** [] à une interdiction du territoire français de 10 ans, à titre de peine complémentaire ;

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M. LE PREFET DE L'HERAULT** le 15 Janvier 2021 à l'encontre de :



***Se disant à l'audience être né à Damas (SYRIE)
de nationalité syrienne***

notifiée à l'intéressé le 16 Janvier 2021 à 9h10 ;

Vu l'ordonnance rendue le 19 janvier 2021 par le juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Montpellier prolongeant la rétention administrative de l'intéressé pour une première durée de vingt-huit jours, confirmée par ordonnance de la Cour d'appel de Montpellier le 21 janvier 2021 ;

Vu l'ordonnance rendue le 16 février 2021 par le juge des libertés et de la détention du Tribunal judiciaire de Montpellier, prolongeant la rétention administrative de l'intéressé pour une deuxième durée de **trente jours**, confirmé par ordonnance de la Cour d'appel de Montpellier le 17 février 2021 ;

Vu la requête de l'autorité administrative en date du 16 Mars 2021 reçue et enregistrée au greffe du juge des libertés et de la détention le 16 Mars 2021 à 14h38 tendant à la prolongation de la rétention de M. X se disant [REDACTED] dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée supplémentaire de quinze jours ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émargé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En présence de M. LE PREFET DE L'HERAULT, représenté par Monsieur Eric AFFORTIT, dûment habilité ;

en présence de M. Mustapha EL AMRANI interprète en langue arabe, inscrit sur la liste des experts de la cour d'appel de Montpellier,

M. X se disant [REDACTED], présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Maître BALESTIE Adeline, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

DÉROULEMENT DES DÉBATS

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

X se disant [REDACTED] déclare par le truchement de l'interprète : je suis né à Damas en Syrie, de nationalité syrienne. Ça fait 60 jours que je suis au CRA. On a rien fait pour moi. Je vois beaucoup de monde qui vient et qui part. Je suis le seul à être au CRA depuis 60 jours.

L'avocat du retenu soulève des moyens de nullité et de fond dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;

On ne sait pas trop à quoi va servir l'audience du 11 mars 2021. Le Maroc et la Syrie ne répondent pas. Il n'a pas été assisté d'un avocat et il n'a pas eu accès aux droits.

Les conditions de la troisième prolongation ne sont pas remplies. On a aucune perspective d'éloignement.

Le représentant de l'administration est entendu en ses observations sur les moyens de nullité soulevés et sur le fond :

L'intéressé a été entendu le 11 mars 2021 en présence d'un interprète pour savoir pourquoi il n'avait pas voulu comparaître devant la Cour d'Appel.

La question sur sa nationalité lui a été posée, déclarant d'abord être marocain puis syrien. Il a pu exercer ses droits dès le début de sa rétention.

En raison de la crise sanitaire, le dossier complet a été transmis aux autorités marocaines le 16 février 2021. Il a été mis en attente car la cellule a pris du retard.

Le 8 mars 2021, la préfecture a fait une relance. Nous sommes en attente d'une réponse des autorités marocaines qui peut intervenir à tout moment.

Il est connu par les autorités judiciaires en tant que marocain, cela a été tranché par votre juridiction. Il n'y a donc pas de diligences pour la Syrie. Il a déclaré être de nationalité syrien uniquement quand on a mis en oeuvre l'éloignement à destination du Maroc.

L'avocat du retenu est entendu en ses observations :

Cela a été conclu à chaque fois par ma consœur et moi-même. On a soulevé qu'il n'y avait pas de diligences pour la Syrie.

MOTIFS DE LA DÉCISION

Sur la troisième prolongation de la rétention :

Attendu que l'article L552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, modifié par LOI n° 2018-778 du 10 septembre 2018 - art. 65, prévoit :

"Quand un délai de vingt-huit jours s'est écoulé depuis l'expiration du délai de quarante-huit heures mentionné au I de l'article L. 551-1 et en cas d'urgence absolue ou de menace d'une particulière gravité pour l'ordre public, ou lorsque l'impossibilité d'exécuter la mesure d'éloignement résulte de la perte ou de la destruction des documents de voyage de l'intéressé, de la dissimulation par celui-ci de son identité ou de l'obstruction volontaire faite à son éloignement, le juge des libertés et de la détention est à nouveau saisi.

Le juge peut également être saisi lorsque la mesure d'éloignement n'a pu être exécutée en raison du défaut de délivrance des documents de voyage par le consulat dont relève l'intéressé ou de l'absence de moyens de transport. Il peut également être saisi aux mêmes fins lorsque la délivrance des documents de voyage est intervenue trop tardivement pour procéder à l'exécution de la mesure d'éloignement.

Le juge statue par ordonnance dans les conditions prévues aux articles L. 552-1 et L. 552-2. S'il ordonne la prolongation de la rétention, celle-ci court à compter de l'expiration du délai de vingt-huit jours mentionné au premier alinéa du présent article et pour une nouvelle période d'une durée maximale de trente jours.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, si l'étranger a été condamné à une peine d'interdiction du territoire pour des actes de terrorisme prévus par le titre II du livre IV du code pénal ou si une mesure d'expulsion a été prononcée à son encontre pour un comportement lié à des activités à caractère terroriste pénalement constatées, le juge des libertés et de la détention près le tribunal de grande instance de Paris peut, dès lors qu'il existe une perspective raisonnable d'exécution de la mesure d'éloignement et qu'aucune décision d'assignation à résidence ne permettrait un contrôle suffisant de cet étranger, ordonner la prolongation de la rétention pour une durée de trente jours qui peut être renouvelée. La durée maximale de la rétention ne doit, dans ce cas, pas excéder cent quatre-vingts jours.

Avant l'expiration de la durée maximale de rétention prévue aux troisième ou quatrième alinéas, le juge compétent peut, à titre exceptionnel, être à nouveau saisi lorsque, dans les quinze derniers jours, l'étranger a fait obstruction à l'exécution d'office de la mesure d'éloignement ou présenté, dans le seul but de faire échec à la mesure d'éloignement, une demande de protection contre l'éloignement au titre du 10° de l'article L. 511-4 ou du 5° de l'article L. 521-3 ou une demande d'asile dans les conditions prévues aux articles L. 551-3 et L. 556-1 ou lorsque la mesure d'éloignement n'a pu être exécutée en raison du défaut de délivrance des documents de voyage par le consulat dont relève l'intéressé et qu'il est établi par l'autorité administrative compétente que cette délivrance doit intervenir à bref délai. L'étranger est maintenu en rétention jusqu'à ce que le juge des libertés et de la détention ait statué. Le juge statue par ordonnance dans les conditions prévues au présent article. S'il ordonne la prolongation de la rétention, la prolongation court à compter de l'expiration de la dernière période de rétention pour une nouvelle période d'une durée maximale de quinze jours. Si l'une des circonstances mentionnées à la première phrase du présent alinéa survient au cours d'une période de prolongation ordonnée en application du présent alinéa, le juge peut être à nouveau saisi dans les mêmes conditions. Toutefois, la rétention ne peut être prolongée plus de deux fois en application du présent alinéa et sa durée

maximale ne peut excéder quatre-vingt-dix jours ou, par dérogation, deux cent-dix jours dans le cas prévu au quatrième alinéa.

L'article L. 552-6 est applicable." ;

Attendu au cas présent que **Monsieur X se disant** [REDACTED] né le 20 juillet 1998 à Casablanca (Maroc), de nationalité marocaine, alias [REDACTED] né le 20 juillet 1998 à Bardijan (Syrie), de nationalité syrienne, a fait l'objet d'une décision d'interdiction du territoire français pour une durée de 10 ans par décision du tribunal correctionnel de Montpellier du 28 août 2020 ; qu'il a été placé en rétention administrative par arrêté du préfet de l'Hérault en date du 15 janvier 2021, notifié à l'intéressé le 16 janvier 2021 à sa sortie de maison d'arrêt, afin de permettre l'exécution de la mesure d'éloignement ;

que la prolongation de sa rétention a été autorisée à deux reprises par le juge des libertés et de la détention, les 19 janvier 2021 et 16 février 2021, pour des périodes de 28 et 30 jours, décisions confirmées par la cour d'appel de Montpellier les 21 janvier 2021 et 17 février 2021 ;

que la préfecture de l'Hérault sollicite que le juge autorise une troisième prolongation de la rétention d'une durée de quinze jours, en l'absence de laissez-passer consulaire, et ce, malgré les diligences de l'Administration ;

Attendu qu'il ressort des pièces communiquées avec la requête que le préfet de l'Hérault a saisi la Direction Générale des Etrangers en France et le consulat du Maroc à Montpellier, dès le 06 janvier 2021, d'une demande de laissez-passer consulaire pour [REDACTED]

que le dossier de [REDACTED] n'a pu être transmis aux autorités marocaines à Rabat que le 16 février 2021, compte tenu du retard pris par la cellule d'identification au Maroc dans le contexte de la crise sanitaire liée au COVID 19 ;

que le préfet reste dans l'attente d'une réponse des autorités marocaines ;

Attendu qu'aucune démarche n'a été effectuée à destination de la Syrie, la revendication de cette nationalité n'étant intervenue que lors de l'audition administrative de l'intéressé en vue de son éloignement, alors qu'il avait dans le cadre de la procédure pénale antérieure déclaré être marocain ;

Attendu que réentendu en audition administrative le 11 mars 2021, il a affirmé être de nationalité syrienne et non marocaine ;

Attendu qu'il ne résulte pas des pièces communiquées avec la saisine que [REDACTED] aurait, dans les quinze derniers jours de sa rétention, fait obstruction à l'exécution d'office de la mesure d'éloignement, l'absence de coopération de l'étranger à l'établissement de son identité véritable et à sa reconnaissance par un Etat tiers ne pouvant être interprétée comme telle ;

qu'il n'a pas non plus présenté de demande de nature à faire échec à la mesure d'éloignement ;

qu'enfin, l'autorité administrative n'établit pas que les autorités marocaines, qui n'ont donné aucune réponse à la demande d'identification depuis le 16 février 2021, délivreront à bref délai les documents de voyage nécessaires à l'éloignement de la personne ;

Attendu en conséquence que les conditions prévues à l'article L. 552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile pour, à titre exceptionnel, saisir le juge d'une demande de troisième prolongation de la rétention administrative n'apparaissent pas remplies ;

qu'il convient en conséquence de rejeter la demande du préfet de l'Hérault, et ce, sans qu'il soit besoin de statuer sur le moyen de nullité de procédure soulevé ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

REJETONS la requête de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** ;

DISONS que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que **M. X se disant** [] est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

INFORMONS M. X se disant [] que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

INFORMONS les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

INDIQUONS que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 18 Mars 2021 à 10 h 28 '

Le greffier,

Le juge des libertés et de la détention,

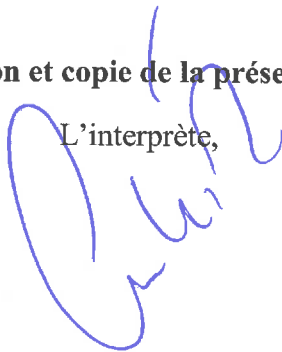
Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 18 Mars 2021 :

L'intéressé,

L'interprète,

L'avocat du retenu,

Le représentant du préfet,



par courriel

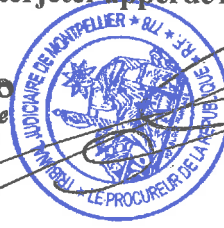
par courriel

Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 18 Mars 2021 à 10 h 34 ,
Le greffier,



Nous, Lionel SABATER-BONO déclarons lu interjeter appel de la présente décision,
Le procureur de la République,

Lionel SABATER-BONO
Procureur de la République
adjoint



Constatons que le 18 Mars 2021 à 10 h 41, le procureur de la République n'a pas interjeté
appel de la présente décision,
Le greffier,

Adeline BALESTIE
AVOCATE
1280 avenue des platanes
Future Building 1
34970 LATTES



AUDIENCE RETENTION
18/03/2021

Conclusions de nullité

Plaise à Monsieur Le Juge des libertés et de la détention

POUR [REDACTED] né le 20/07/1998 à Casablanca Maroc de nationalité marocaine ou a Bardijan Syrie de nationalité syrienne, actuellement au CRA de SETE

CONTRE LE PREFET DE L HERAULT

Sur la violation de l'article L 552-7 du CESEDA

Il s'agit de la 3ème demande de prolongation de Monsieur HADJI.

L'article L 552-7 du CESEDA impose un caractère exceptionnel à la demande de prolongation et le bref délai dans la délivrance des laissez passer consulaires.

En l'état les services consulaires du MAROC n'ont pas répondu et n'ont jamais fait de démarches particulières.

Les conditions ne sont pas remplies.

Sur la violation des droits du retenu lors de l'audition en date du 11/03/2021

L'audition en date du 11/03/2021 est surprenante.

1° Elle ne s'inscrit dans aucun cadre légal textuel.

2° Elle viole l'accès et l'assistance d'un avocat. Il ne lui a pas été notifié son droit d'être assisté par son avocat. Il n'était pas en mesure de bénéficier de ses droits (droit au consulat, avocat, téléphone) en violation des articles L 551-2 et R 551-4 CESEDA et article 6 CEDH.

3° M. ROCA APJ tente de revenir sur 4 décisions de JLD et de CA sur la nationalité de M.

[REDACTED]
Alors que la justice montpellierraine a décidé que les diligences ne devaient être faites que vers le MAROC.

Il s'agissait essentiellement d'un détournement de procédure. Le PV vise à imputer le refus de diligences vers la SYRIE au retenu qui a maintenu sa demande de reconnaissance par la Syrie depuis le début de son placement.

PAR CES MOTIFS, il est demandé au Juge des libertés et de la détention :

- rejeter la demande de prolongation du Préfet de L'HERAULT
- ordonner la remise en liberté de

SOUS TOUTES RESERVES

A Montpellier, le 17/03/2021

Adeline BALESTIE

